

DIVISION ACHATS
BUREAU EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX ET MATERIELS D'EXPLOITATION

MARCHE PUBLIC INDUSTRIEL

REGLEMENT DE CONSULTATION PHASE 1 - CANDIDATURES

N° DAF_2024_001832-1/PFAF-S/ACH/EBME

PROCEDURE AVEC NEGOCIATION

(R.2124-3 et R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique)

Relatif à

ACQUISITION, MISE EN ROUTE, QUALIFICATION ET MAINTENANCE
D'UNE LIGNE DE CONDITIONNEMENT SECONDAIRE DE PRODUITS
INJECTABLES AU PROFIT DE LA PHARMACIE CENTRALE DES ARMEES.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES

11 février 2025
À
14 heures 00

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 – CADRE GENERALE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.2 PROCEDURE DE PASSATION.....	4
2.3 NOMENCLATURE CPV	4
2.4 VISITE DES INSTALLATIONS.....	4
2.5 TESTS.....	4
2.6 CALENDRIER PREVISIONNEL.....	4
2.7 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION – PHASE CANDIDATURE	4
ARTICLE 3 – COMPOSTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	4
3.1 ENVOI D'UNE REPONSE ELECTRONIQUE AU MOYEN DU DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME) 5	
3.1.1 <i>Formulaire de candidature DUME à compléter</i>	5
3.1.2 <i>Contenu du dossier de réponse électronique</i>	5
3.2 ENVOI D'UNE REPONSE ELECTRONIQUE HORS UTILISATION DU FORMULAIRE « DUME »	5
3.2.1 <i>Forme du dossier de réponse électronique</i>	5
3.2.2 <i>Contenu du dossier de réponse électronique</i>	5
3.3 RECOURS A LA LANGUE FRANÇAISE.....	6
3.4 UNITE MONETAIRE.....	6
3.5 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	6
ARTICLE 4 – ACCES A LA CONSULTATION	6
ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS	7
5.1 TRANSMISSION DU PLI PAR VOIE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE).....	7
5.2 CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	7
5.3 TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE PAR PORTEUR/ TRANSPORTEUR OU PAR VOIE POSTALE.....	8
ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES	9
6.1 COMPETENCES ET CAPACITES	9
6.2 ANALYSE DES PLIS.....	9
6.3 ANALYSE DES CANDIDATURES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.4 ABANDON DE LA PROCEDURE	9
6.5 METHODE DE NOTATION DES CANDIDATURES.....	9
6.6 DOSSIER TECHNIQUE.....	10
6.7 NOMBRE DE CANDIDATS.....	11
6.8 CANDIDATS SELECTIONNES.....	11
ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	11
ANNEXES AU RC :	
- FICHE CONTACTS	
- PROJET DE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	

PREAMBULE

Le service de santé des armées, souhaitant faciliter l'accès des entreprises à la commande publique, recourt au dispositif relatif au Document Unique de Marché européen (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur harmonisée et élaborée sur la base d'un formulaire type établi par la Commission européenne permettant aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

Pour plus d'information, les candidats sont invités à consulter le portail dédié au DUME :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>

ARTICLE 1 – CADRE GENERALE DE LA CONSULTATION

La consultation a pour objet la conclusion d'un accord-cadre relatif à l'acquisition, la mise en route, la qualification, et la formation d'une ligne de conditionnement secondaire de produits injectables au profit de la Pharmacie Centrale des Armées.

Les prestations à exécuter concernent :

- La conception et la fabrication des équipements adaptés aux besoins et exigences,
- Leur livraison, les travaux, installation sur site, mise en service et qualification, ainsi que, la formation des utilisateurs et techniciens de maintenance 1^{er} niveau,
- La maintenance des équipements durant la période de garantie contractuelle.

Le site bénéficiaire des prestations est la Pharmacie Centrale des Armées (PCA) – Camp militaire d'Orléans – Chanteau – Route Départementale 97 – Route forestière de la Fontaine à Mignan – 45400 FLEURY LES AUBRAIS.

La consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement.

La durée prévisionnelle du marché est de 36 mois fermes.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un accord-cadre mono-attributaire composite avec une partie forfaitaire relative aux prestations de conception, acquisition, intégration, mise en service, qualification + formation et d'une partie à bons de commande pour les prestations de fournitures supplémentaires (matériels, accessoires, consommables), de maintenance, et celles hors forfait.

Le début d'exécution des prestations fait l'objet d'un ordre de service de lancement notifié par le pouvoir adjudicateur après notification du marché. Un ordre de service pour la prestation Maintenance durant la garantie est émis après admission/réception de l'installation et des équipements pour la durée de garantie contractuelle proposée par le maître d'œuvre.

Des ordres de services relatifs au suivi et modalités d'exécution des prestations peuvent être notifiés durant l'exécution, notamment pour la mise en arrêt de l'installation actuelle, l'acceptation de certaines prestations ou concernant des ordres d'exécution spécifiques.

Aucun bon de commande ne sera émis pour lesdites prestations.

Des prestations sur bons de commande peuvent intervenir pour des matériels accessoires, fournitures supplémentaires ou consommables, prévues au bordereau des prix et/ou sur devis, selon les besoins de la PCA

Pour l'ensemble des prestations techniques, des prestations dites « Hors Forfait » peuvent faire l'objet de demandes de devis ou d'offres commerciales par la PCA puis de bons de commandes notifiés par l'administration.

Cet accord-cadre est avec un minimum et un maximum fixés en valeur conformément à l'article R.2162-4-1° du Code de la commande publique.

Montant minimum et maximum sur la durée totale du marché
Montant maximum : 3 000 000 € HT pour l'ensemble des prestations définies à l'accord-cadre
Le montant minimum correspondant aux prestations forfaitaire.

2.2 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure avec négociation conformément aux dispositions des articles R.2124-3-1° et R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique.

2.3 Nomenclature CPV

CPV principal	42000000 - : Machines industrielles.
---------------	--------------------------------------

2.4 Visite des installations

Pas de visite des lieux durant la phase candidature. Une visite des lieux durant la phase de sélection des offres sera organisée au profit des candidats retenus à l'issue de la présente phase de sélection des candidatures. Cette visite sera obligatoire pour déposer une offre.

La visite sera organisée sur rendez-vous à la PCA Orléans et aura pour objectif que le candidat vérifie les locaux d'installation des équipements et prennent en compte toutes les modalités liées à l'infrastructure, aux servitudes de passage, aux utilités, aux éventuels travaux d'adaptations nécessaires, aux matériels à déplacer...

2.5 Tests

Sans objet.

2.6 Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel de l'opération s'établit comme suit (à titre indicatif) :

- Choix des candidats : courant février 2025,
- Lancement de la consultation auprès des candidats retenus : avril/mai 2025 (Visite du site obligatoire),
- Remise des offres initiales : juillet 2025,
- Négociation / Analyses des offres : septembre à novembre 2025,
- Remise des offres finales : au plus tard novembre 2025,
- Notification du marché : décembre 2025.

2.7 Composition du dossier de consultation – Phase candidature

Le dossier de consultation pour la Phase candidatures est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation – Phase Candidature ;
- Le projet de cahier des clauses techniques particulières ;
- La fiche contacts annexée au présent règlement de la consultation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les modifications des stipulations des documents de la consultation à la seule initiative du candidat sont interdites sous peine de rejet de la candidature pour irrégularité.

Il en est de même pour les réserves qui pourraient être émises relativement à certaines des clauses de la consultation.

3.1 Envoi d'une réponse électronique au moyen du Document Unique de Marché Européen (DUME)

3.1.1 Formulaire de candidature DUME à compléter

La réponse par le Document Unique de Marché Européen (DUME) est fortement recommandée. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner le DUME, il suffit au candidat de se rendre sur la **PLACE** et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il appartiendra au candidat de compléter les autres informations éventuelles.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non.

3.1.2 Contenu du dossier de réponse électronique

❖ Documents complémentaires relatifs à la candidature :

- ☐ Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (numéro SIREN) ;
- ☐ La fiche Contacts complétée ;
- ☐ Le dossier technique et les documents justificatifs permettant de répondre aux critères de sélection.

3.2 Envoi d'une réponse électronique hors utilisation du formulaire « DUME »

3.2.1 Forme du dossier de réponse électronique

Le pli doit comporter le dossier contenant les renseignements relatifs à la candidature (*dossier candidature*).

3.2.2 Contenu du dossier de réponse électronique

Le dossier transmis par le candidat devra comporter les documents suivants :

❖ **Documents relatifs à la candidature :**

☐ Formulaire DC1 dûment rempli et de préférence signé. Ce formulaire exprime le consentement du candidat à participer à la consultation ; <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

En cas de groupement, parce qu'il représente l'habilitation du mandataire par les membres du groupement, le formulaire doit comporter la signature des personnes habilitées à engager chaque entreprise cotraitante ;

☐ Formulaire DC2 dûment rempli. Ce formulaire exprime la déclaration du candidat contenant ses capacités techniques, professionnelles et financières ; <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

☐ Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIREN) et, le cas échéant, délégation de pouvoir ;

☐ Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché ;

☐ La fiche Contacts complétée ;

☐ Le dossier technique et les documents justificatifs permettant de répondre aux critères de sélection.

A l'exception du DC1, tous les documents demandés sont à fournir pour :

- Le candidat,
- Et le cas échéant :
 - o Le ou les cotraitant(s) en cas de candidature sous forme d'un groupement momentané d'entreprises,
 - o Le ou les sous-traitant(s) le cas échéant, si le candidat souhaite le (les) présenter à ce stade.

3.3 Recours à la langue française

Si les documents relatifs à la candidature (*dossier candidature*) ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

3.4 Unité monétaire

Le marché est à conclure dans l'unité monétaire : Euro.

3.5 Forme juridique du groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, la forme imposée du groupement après attribution pourra être le groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

ARTICLE 4 – ACCES A LA CONSULTATION

La consultation est accessible sur la **PLACE** depuis www.marches-publics.gouv.fr. L'accès peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification soit de manière anonyme. Dans cette dernière hypothèse, aucune information relative aux modifications éventuelles ne pourra être reçue.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la **PLACE** nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

La transmission d'éventuels documents sensibles ou confidentiels se fera de façon séparée par voie papier.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions de la consultation en cours de procédure.

Un délai minimal de 6 jours francs est garanti entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des candidatures. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de candidature précité, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur la consultation, les candidats devront faire parvenir une demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse leur sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des plis. Passé ce délai, aucune réponse ne sera fournie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le candidat adressera ses éventuelles demandes de renseignements en utilisant le profil acheteur de la DAPSA à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (PLACE). Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par la DAPSA. Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement.

Le candidat devra vérifier que son adresse électronique est correctement orthographiée, et il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique (*y compris le dossier « SPAM » ou « courriers indésirables »*).

La DAPSA répondra *via* PLACE aux demandes de renseignements complémentaires.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS

5.1 Transmission du pli par voie électronique sur la Plate-forme des AChats de l'État (PLACE)

Seul le mode de transmission dématérialisé est autorisé *via* la PLACE à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr.

Les candidats transmettant leurs réponses par voie électronique doivent :

- S'ils souhaitent signer leurs documents dès la transmission initiale, se procurer un certificat électronique ;
- S'identifier (*nécessitant une inscription préalable sur la PLACE*).

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- Le formulaire DC1 figure de manière dissociée au sein de la réponse. La signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant le DC1. Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.
- Les autres documents transmis doivent être compressés.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des plis (*candidatures et offres*) doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'Administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

L'attention des candidats est attirée sur les délais de transmission et de cryptage des offres dématérialisées *via* PLACE ; à ce titre, il est recommandé d'anticiper au mieux la procédure de remise des plis et de prévoir un délai adapté au poids des dossiers transmis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à la disposition sur la PLACE.

Il est rappelé que seule l'heure de dépôt figurant sur le récépissé d'horodatage est prise en compte pour l'acceptation des plis.



La candidature déposée sans signature est acceptée. Une régularisation de la signature est opérée à l'issue de l'analyse des candidatures recevables et retenues.

5.2 Certificat de signature électronique

Ce certificat permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature des documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLACE soit *via* l'outil de signature accessible dans le menu bandeau gauche de la PLACE, soit *via* celui qui apparaît au moment de la constitution de la réponse. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné supra.

La procédure de vérification de la validité d'une signature permet de vérifier, au moins :

- L'identité du signataire ;

- L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats visées à l'article 2-I de l'arrêté 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics ;
- Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 du décret cité *supra* ;
- Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature ;
- L'intégrité du fichier signé.

Le candidat qui sera déclaré sélectionné et qui ne posséderait pas de certificat de signature électronique devra en faire l'acquisition afin que puisse être signé le marché.

Néanmoins, à titre transitoire, la DAPSA pourra autoriser exceptionnellement la signature manuscrite originale du marché par l'attributaire du marché à l'issue de la procédure de passation.



Les délais d'obtention du certificat électronique pouvant aller de quinze (15) jours à un mois, il est recommandé d'en anticiper l'acquisition.

En cas de difficultés sur la **Plateforme des AChats de l'État (PLACE)**, une assistance est mise à la disposition des entreprises au **01.76.64.74.07**.

Les courriels d'assistance (*uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique*) sont également possibles à l'adresse place.support@atexo.com.

5.3 Transmission de la copie de sauvegarde par porteur/ transporteur ou par voie postale

Le candidat répondant par voie électronique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (*clé USB, Cd-rom*) ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Cette copie de sauvegarde sera ouverte conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Elle peut être transmise aux adresses mentionnées ci-après :

Adresse géographique	Adresse postale
Direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA) PFAF Santé - Bureau EBME Site militaire de Chanteau - Route départementale 97 - Route forestière de la fontaine à Mignan 45400 FLEURY LES AUBRAIS	Direction des approvisionnements en produits de santé des armées (DAPSA) PFAF Santé Bureau EBME TSA 20003 45404 FLEURY LES AUBRAIS Cedex

L'enveloppe extérieure de la copie de sauvegarde portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p align="center">COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p align="center">Objet du marché : ACQUISITION, MISE EN ROUTE, QUALIFICATION ET MAINTENANCE D'UNE LIGNE DE CONDITIONNEMENT SECONDAIRE DE PRODUITS INJECTABLES AU PROFIT DE LA PHARMACIE CENTRALE DES ARMEES – PHASE 1 – SELECTION DES CANDIDATURES</p> <p align="center">DAF_2024_001832</p> <p align="center">Nom du soumissionnaire : société XXXX</p> <p align="center">DAPSA/PFAF-S/ACH/EBME</p> <p align="center">NE PAS OUVRIR</p>

Sauf les jours fériés, le pli devra être déposé contre récépissé :

- Du lundi au jeudi : de 9 heures à 11 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures,
- Le vendredi : de 9 heures à 11 heures 30.

ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES

6.1 Compétences et capacités

Le candidat ou le groupement devra obligatoirement disposer (sous peine d'élimination) des compétences et capacités requises pour l'exécution des prestations stipulées au projet de cahier des charges techniques.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prise en compte les compétences et capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs opérateurs économiques quelle que soit la nature des liens existants entre cet (ces) opérateurs(s). Dans ce cas, les justificatifs desdites compétences et capacités seront fournies avec le dossier de candidature du soumissionnaire. Ce dernier devra appuyer sa candidature en justifiant ces capacités et compétences à piloter la coordination de ces opérateurs dans l'exécution des prestations.

6.2 Analyse des plis

La personne publique analyse les seuls plis qui seront reçus au plus tard à la date et à l'heure limite fixées en page de garde du présent document et selon les modalités de remise décrites à l'article 5 du présent document.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2144-2 du code de la commande publique relatif au complément de candidature.

6.3 Abandon de la procédure

A tout moment, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de déclarer sans suite la procédure de passation, conformément à l'article R.2185-1 du code de la commande publique. Les candidats sont informés dans les meilleurs délais des raisons pour lesquelles il a été décidé de ne pas poursuivre la procédure.

6.4 Méthode de notation des candidatures

Le tableau ci-dessous présente les modalités de notation de chacun des critères :

Critères d'évaluation		Approches pour l'appréciation	Barème
1 - Capacités techniques – CT			7
CT1	Références sur des projets similaires dans les industries pharmaceutiques, voire chimiques et/ou cosmétiques (conception, acquisition, intégration et mise en service) en France et/ou en Europe sur les 10 dernières années.	Nombre de références dans les secteurs public et/ou privé : - 1 A 2 = 2 POINTS - 3 A 5 = 3.5 POINTS - + DE 5 = 5 POINTS	5
CT2	Mesures de gestion environnementale que le candidat pourra mettre en œuvre pour l'exécution du marché.		2
2 - Capacités professionnelles - CP			83
CP1	Capacités du candidat en matière de gestion de projet dans les domaines pharmaceutiques voire chimiques et/ ou cosmétiques. <u>Description des moyens humains dédiés à la gestion du projet : Nombres, expertises, qualifications (diplômes, qualifications professionnelles, expérience professionnelle individuelle antérieure).</u>	- <u>Pertinence des présentations et description.</u> - <u>Note attribuée en fonction de l'analyse globale</u>	20
CP2	Présentation des capacités du candidat en gestion et/ou pilotage des prestations de maintenance	- Capacités en réalisation directe et/ou capacités en pilotage des sous-traitants afin de garantir la disponibilité et la rapidité d'intervention du prestataire = de 0 à 10 points	10

CP3	Présentation de la capacité du Bureau d'Etudes Techniques du candidat ou entité équivalente en charge d'intégrer les bons systèmes de détection sur la machine.	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Pertinence des présentations et description.</u> - <u>Note attribuée en fonction de l'analyse globale</u> 	25
CP4	Description des moyens humains dédiés à la réalisation des recettes techniques, qualifications pharmaceutiques et suivi métrologique (FAT, SAT, QI, QO) : nombres, expertises, qualifications, expérience – sous-traitance.	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Pertinence des présentations et description.</u> - <u>Note attribuée en fonction de l'analyse globale</u> 	20
CP5	Description des processus et procédures mis en œuvre par le candidat pour le management de la qualité au sein de son entité.	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Pertinence des présentations et description.</u> - <u>Note attribuée en fonction de l'analyse globale</u> 	8
3 - Capacités financières - CF			10
CF1	Chiffre d'affaire moyen (calculé sur les 3 dernières années) du candidat dans les domaines d'activité de l'objet du marché (acquisition, intégration et mise en service d'équipements industriels pharmaceutiques)	<ul style="list-style-type: none"> - Caffe annuel moyen ≤ 1 M€ = 1 point - Caffe annuel moyen > 1 M€ & ≤ 3 M€ = 3 points - Caffe annuel moyen > 3 M€ = 6 points 	6
CF2	Dernier bilan de trésorerie certifié et/ou attestation de couverture bancaire : <i>Le candidat doit justifier qu'il dispose d'une trésorerie ou une couverture bancaire lui permettant de soutenir financièrement les différentes commandes de prestations, équipements et matériels et respecter le calendrier d'exécution, dans l'attente du versement des paiements échelonnés, acomptes et soldes par le comptable public (délai prévisible 3 à 5 mois)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir 1 commande $\leq 300\,000$ € HT = 0 point - Soutenir une commande $> 300\,000$ € HT & $\leq 500\,000$ € HT = 1 point - Soutenir une commande $> 500\,000$ € HT & ≤ 1 M€ HT = 2 points - Soutenir 1 commande $> 600\,000$ € HT = 4 points 	4

En cas d'erreurs purement matérielles ou d'incohérences constatés dans la présentation des candidatures et des capacités, le candidat sera invité à confirmer ou infirmer ses allégations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra inviter chaque candidat à rectifier ces erreurs sans qu'il puisse modifier la teneur de sa candidature.




Pour les critères précités, l'omission des informations et l'absence de réponse à une demande éventuelle de régularisation entraîneront l'attribution d'une note égale à 0.

Un maximum de 100 points peut être attribué aux candidats selon les critères stipulés. Un minimum de 35 points est exigé. En dessous, la candidature sera rejetée.

6.5 Dossier technique

Le candidat justifiera la détention des compétences et capacités précitées au 6.5 par la fourniture d'un dossier technique séparé du dossier administratif de candidature (Formulaires DC1, DC2, numéro SIREN, ...).

Ce dossier comportera *a minima* :

-  1 présentation du candidat (et des co-traitants éventuels si concerné, ainsi que celle des sous-traitants le cas échéant).
-  1 fiche de présentation et de description des capacités techniques sur la base des éléments attendus au critère n°1 sous-critères CT1 et CT2).
-  1 fiche de présentation et de description des capacités professionnelles sur la base des éléments attendus au critère n°2 (sous-critères CP1 à CP5).

- ✚ La présentation des chiffres d'affaires des 3 dernières années et le bilan de trésorerie ou attestation de couverture bancaire, sur la base des éléments attendus au critère n°3 (sous-critères CF1 et CF2).
- ✚ La fiche contacts complétée en annexe au présent règlement de consultation.

6.6 Nombre de candidats

En application des articles R2142-15 à R2142-18, le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la sélection de trois (3) candidats au minimum et de quatre (4) au maximum. Si le nombre de candidatures reçues ou si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures précitées était inférieur à trois (3), le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

6.7 Candidats sélectionnés

Seules les 4 candidatures ayant obtenu le plus de points seront retenues. En cas d'égalité, les candidats seront départagés selon le nombre de points obtenus au titre de chacun des 3 critères, dans l'ordre suivant : le critère 2, puis le 1 et enfin le 3.

Suite à l'analyse et à la sélection des candidatures, une lettre de consultation sera envoyée à tous les candidats retenus et admis à présenter une offre. Cette lettre indiquera les modalités pour procéder au retrait du dossier de consultation et à la remise des offres.

Les critères de jugement des offres et leur pondération seront précisés dans le dossier de consultation afférent. A titre indicatif, les critères de sélection des offres seraient :

Critères prévisionnels de sélection des offres
Critère n°1 : Prix acquisition complète / Tarifs de maintenance durant la garantie.
Critère n°2 : Gestion des qualifications pharmaceutiques de l'équipement .
Critère n°3 : Performances techniques du matériel.
Critère n°4 : Délai totale de l'acquisition
Critère n°5 : Equipe projet.
Critère n°6 : Développement durable : consommations en énergie(s) et fluide(s).

ARTICLE 7 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

En annexe au présent règlement de la consultation est joint un projet de cahier des clauses techniques particulières : ce cahier des charges pourra faire l'objet d'une révision à l'initiative de l'administration avant la phase de sélection des offres. Les éléments intangibles à ce stade sont la nature des prestations (acquisition d'équipements industriels constitutifs d'une ligne de conditionnement secondaire de produits injectables, l'installation, l'intégration, la mise en service et qualification pharmaceutique, et enfin la maintenance durant la garantie selon les directives constructeur).